

CONFLIT SNPSP-MINISTÈRE DE LA SANTÉ

«Nous n'accepterons aucune menace»,
a déclaré Djamel Ould-Abbès

«Actuellement, les protestations n'ont pas lieu d'être et nous n'accepterons aucune menace», a déclaré, hier, Djamel Ould-Abbès sur les ondes de la Radio nationale. La déclaration du ministre a été appuyée, hier, par un communiqué dans lequel le département de la Santé répond aux déclarations du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) et assure que «la concertation n'a jamais été rompue avec les syndicats du secteur».

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) -

Rien ne va plus entre le SNPSP et le ministère de la Santé depuis la conférence de presse tenue ce lundi par le syndicat. Evoquant le mutisme de la tutelle et la fermeture du dialogue face aux revendications des praticiens, dans ses

déclarations à la presse, le SNPSP a été vite repris par le ministère de la Santé à travers un communiqué où le même département dit s'inscrire en faux «contre les affirmations mensongères, dénuées de tout fondement, du fait que le syndicat, à l'instar de

l'ensemble des syndicats agréés a été rendu destinataire en date du 15 septembre 2011, soit dix jours avant la conférence de presse, d'un courrier officiel relatif au dialogue social et à la mise en place d'un calendrier de rencontres à compter du 6 octobre 2011». Pour sa part, le SNPSP qualifie la réaction du ministère de «démessurée» et dit «dénoncer» les déclarations de la tutelle évoquant «une manipulation politicienne» et «d'obéir à des considérations autres que socioprofessionnelles». Le syndicat dira que de ce fait, l'essentiel de la plate-forme de revendications, objet de la conférence de presse du 25 septembre, est d'ordre socioprofessionnel et attend une prise en charge depuis le mois de novembre 2009. Il rappellera, par ailleurs, que les dernières demandes d'audience adressées au ministre sont restées sans suite. «Nous appréhendons de voir la nouvelle démarche proposée par le ministère de la Santé et qui consiste à remettre



Photo : Samir Sid

notre plate-forme au nouveau comité ad hoc qui sera installé le 6 octobre aboutir à un reniement pur et simple des engagements déjà pris envers les praticiens», a déclaré le Dr Merabet président du syndicat. Il précisera par ailleurs,

que le SNPSP rappelle son droit à participer en tant que partenaire social représentatif à toute démarche entreprise par la tutelle dans le cadre des réformes engagées.

F-Z. B.

DJAMEL OULD-ABBÈS À LA RADIO CHAÎNE 1 :

«Un pôle biotechnologique
du médicament bientôt opérationnel»

S'exprimant, hier, sur les ondes de la radio Chaîne 1, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a déclaré qu'une commission mixte algéro-américaine a été mise en place, réunissant trois départements ministériels algériens et trois laboratoires américains de fabrication de médicaments. La commission, selon Djamel Ould-Abbès, sera chargée du projet de création d'un pôle biotechnologique du médicament.

«Il est urgent que l'Algérie sorte de sa dépendance de l'étranger concernant la satisfaction de ses besoins en médicaments», a déclaré hier le ministre de la Santé sur les ondes de la Radio nationale. A cet effet, il a annoncé la création d'une commission mixte au sein de laquelle seront représentés des laboratoires américains tels que Lilly et Novartis. «Le pôle qui sera créé, sera le quatrième dans le monde et l'Algérie a été choisie en raison de sa position géostratégique», a expliqué le

ministre. Il rappellera que l'ambition de l'Algérie est d'arriver à couvrir 70% en médicaments à l'horizon 2014 au lieu des 30% actuels. Concernant la pénurie de médicaments, le ministre acculera, encore une fois, le réseau de distribution en expliquant qu'il provoquait la pénurie.

«Il existe sur le territoire national 660 distributeurs inscrits officiellement, seulement 280 d'entre eux travaillent réellement et font la distribution et deux d'entre eux sont vraiment actifs», a ajouté le

ministre. Il annoncera, de ce fait, la fabrication prochaine des vaccins en Algérie en collaboration avec les laboratoires GSK et Lilly. Le projet sera concrétisé, selon le ministre dès le mois d'octobre prochain.

«Dès l'année 2012, nous n'aurons pas à importer les vaccins», a assuré de ce fait le ministre. Concernant la prise en charge des maladies non transmissibles, Djamel Ould-Abbès rappellera notamment qu'il n'existe pas actuellement de registre national des personnes atteintes de cancer.

Il annoncera aussi l'acquisition de 57 appareils de radiothérapie pour combler le manque du fait qu'il n'y a actuellement que 13 appareils pour prendre en charge les malades.

F-Z. B.

MULTIPLICATION DES DOSSIERS
EN SUSPENSL'Union des personnels
de la santé avertit

La rentrée sociale ne s'est pas faite sous le signe de l'accalmie dans le secteur de la santé. C'est le constat que fait l'Union nationale des personnels de la santé sous l'égide du Snapap. Elle déplore les manquements dans les statuts, les lenteurs observées dans la réforme et réclame d'être partie prenante de la tripartite. Des mouvements de contestation ont déjà été observés dans quelques wilayas.

Craignant que ce mouvement qui se limite pour l'heure à quelques établissements ne se généralise, l'Union nationale des personnels de la santé saisit le ministère de la Santé. Son président, Khemis Ali, considère que trop de questions sont en suspens et mettent en péril la stabilité du secteur. Dans plusieurs wilayas, les différents corps de la santé attendent toujours de percevoir les arriérés dus aux augmentations de salaires. Une attente qui a poussé plusieurs d'entre eux à manifester leur colère localement. Le président de l'Union nationale des personnels de la santé appelle le ministère de la Santé à instruire les directions financières afin que le processus de versement de ces arriérés soit accéléré. Mais ce n'est pas l'unique revendication dudit syndicat. Il relève l'absence de modalités d'application de certains statuts, notamment celui des infirmiers brevetés qui ne bénéficient pas du glissement au niveau des échelons. Le syndicat déplore également les conditions dans lesquelles exercent non seulement le corps médical mais celui du paramédical. Son président fait état de la multiplication des agressions notamment dans les services des urgences et des maternités. Il exhorte le ministère de la Santé à mettre «en urgence» en application la mesure qui consistait à renforcer lesdits services par des agents de la Sûreté nationale chargés d'assurer la protection du personnel de la santé. L'Union nationale des personnels de la santé réclame également l'accélération de la réforme hospitalière, la révision de la carte sanitaire et la loi sanitaire ainsi que l'assainissement du marché des médicaments. Le syndicat réclame de participer à la tripartite. Il espère y faire des propositions sur l'IRG, le pouvoir d'achat et les allocations familiales. En attendant, il se présentera le 6 octobre prochain à la réunion prévue entre la tutelle et les partenaires avec autant de propositions.

N. I.

GRÈVES CYCLIQUES À PARTIR DU 6 OCTOBRE

Les enseignants hospitalo-universitaires haussent le ton

A l'issue d'une réunion intersyndicale, les enseignants hospitalo-universitaires ont décidé de boycotter la surveillance et la correction des examens de graduation et de post-graduation dont les résultats sont attendus pour le 6 octobre. Idem pour les activités hospitalières qui seront marquées par une grève cyclique, trois jours plus tard.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué cosigné entre le Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales et le Syndicat national des maîtres assistants en sciences médicales, rendu hier public, les enseignants hospitalo-universitaires annoncent un vaste mouvement de protestation. Ainsi, le conseil

national des deux syndicats qui s'est réuni, hier, pour faire le bilan de plus d'une année de travail et de négociation, est sorti avec une conclusion commune. «Une situation de blocage et de statu quo dans laquelle semblent se complaire les administrations de tutelle», est-il noté dans le communiqué en question. Il s'agit, en effet, de plusieurs revendications, entre autres «le régime indemnitaire, les chefferies d'unité et les chefferies de service par intérim ou les textes portant création des services et des unités hospitalo-universitaires». Ces derniers, qui croyaient après un «long processus que les négociations sont arrivées à terme», se disent étonnés de voir le dialogue s'interrompre sans aucune raison valable affichée par le ministère de la Santé, dont les premiers responsables refusent toujours de

les recevoir après moult demandes d'entrevue. Même constat concernant le ministère de l'Enseignement supérieur qui, non seulement «refuse de recevoir les représentants légaux des hospitalo-universitaires», mais en plus adhère à la démarche d'un «gouvernement qui, à travers un grand renfort médiatique cherche à réanimer une UGTA et, un pacte social qui n'existe plus que sur papier», est-il précisé dans ledit communiqué. Concernant le dossier de constitution d'un syndicat regroupant les enseignants universitaires tous grades confondus, déposé il y a plus de trois ans au niveau du ministère du Travail, ces derniers attendent toujours leur agrément, malgré les différentes démarches et entraves administratives auxquelles ils ont été soumis ainsi que les promesses non tenues des uns et des autres, à

commencer par «le chef de cabinet de Tayeb Louh», est-il noté dans le même communiqué. Par ailleurs, les deux syndicats exigent l'installation d'une commission d'enquête pour situer les responsabilités de chacun concernant «les pénuries cycliques de médicaments et de consommables qui handicapent le fonctionnement des différents services de santé, et ce, malgré les deux milliards de dollars qui y sont consacrés annuellement». Ainsi, pour l'ensemble de ces raisons, le conseil des deux syndicats a décidé de boycotter la surveillance et la correction de tous les examens de graduation et de post-graduation à compter du 6 octobre prochain. Il a également été décidé d'une grève cyclique touchant les activités sanitaires à partir du 9 octobre.

M. M.